

# Que se passe-t-il aujourd'hui en Syrie ?

**D**evant les développements en Syrie et les informations orientées de la presse, nous avons sollicité nos correspondants au Moyen-Orient pour répondre à un certain nombre de questions.

## Quelle est l'ampleur de la mobilisation en Syrie ?

La mobilisation, qui est partie du sud de la Syrie, a vu tout d'abord se mobiliser la jeunesse, puis l'ensemble de la population de la ville de Dera. Finalement, malgré la répression, ce sont quasiment toutes les villes de Syrie qui sont touchées par des mobilisations massives. La répression est féroce. La police tire à balles réelles, sans sommation, sur les manifestants. On comptabilise des centaines de morts, des milliers d'arrestations. La ville de Dera est sous la loi martiale et occupée par l'armée.

## Quelle est la base de ce soulèvement populaire ?

Comme dans les autres pays de la région, c'est une combinaison des revendications démocratiques et sociales qui constitue le ressort de la mobilisation.

En 2000, Bachar el-Assad succède à son père. Le tournant du 11 septembre 2001, puis l'intervention américaine en Irak en 2003 vont modifier la donne. Progressivement, Bachar el-Assad va ouvrir son pays aux « réformes économiques » du Fonds monétaire international. Les premières réformes sont d'ordre financier et commercial. Les banques et les compagnies privées sont autorisées pour la première fois en 2004. En 2009, la Bourse est ouverte. Ces « réformes économiques » remettant en cause une série de mesures de protection et d'aide à la population vont aggraver terriblement les inégalités et l'augmentation du chômage. Dans le même temps, cette politique de privatisation va alimenter et développer dans des proportions considérables la corruption et le pillage des biens publics par une petite minorité rassemblée autour du pouvoir, servant d'intermédiaire aux grandes multinationales.

C'est ainsi que la Syrie, qui, jusqu'à la fin des années 1990, était exportatrice de blé, est devenue importatrice. De plus, la politique du régime poussant à intensifier les exportations a contribué à provoquer une pénurie sur le marché intérieur et une hausse des

prix importante des denrées alimentaires.

De même, les investissements immobiliers pour le tourisme, mais aussi la construction des bureaux, ont provoqué une hausse brutale du prix de l'immobilier. Officiellement, 10 % de la population vivent sous le seuil de pauvreté. Le chômage chez les jeunes est de 30 %.

## Qui dirige la mobilisation ? Quelle est la nature de l'opposition ?

Le régime du parti Baas de la famille el-Assad est un régime de parti unique qui domine la totalité de la vie politique. Services secrets, police, armée encadrent toute la société, et tous les partis qui avaient pu exister dans l'histoire de la Syrie ont été réprimés et liquidés. De très nombreux prisonniers politiques croupissent dans les geôles du régime.

Dans ce pays, où existent de nombreuses composantes ethniques, nationales ou religieuses, c'est une minorité, la tribu des Alaouites, celle de la famille Assad, qui contrôle le régime.

Dans ces conditions, la mobilisation, spontanée, est partie de la jeunesse et s'est étendue au reste de la population.

Néanmoins, quelques groupes qui existent dans la clandestinité agissent. A Dera, on dit que ce sont des chefs tribaux, mais également la Confrérie des Frères musulmans qui occupent un certain nombre de positions. Dans la banlieue de Damas, il y a d'anciens fiefs du PC. A Douma, il y a un bastion nassérien. A Homs et Baniyas, ce sont des groupes islamistes.

Mais il s'agit de groupes minoritaires, qui, certes, jouent un rôle, mais ne dirigent pas la mobilisation, qui a un caractère spontané.

Il ne faut néanmoins pas sous-estimer l'existence de ces groupes et de manœuvres diverses et variées. D'après le *Washington Post* (7 avril 2011), sur la base des révélations Wikileaks publiant les documents secrets américains, l'administration américaine a financé l'opposition syrienne pour 12 millions de dollars entre 2005 et 2010.

Le quotidien *Asia Times* (28 avril), dans un article intitulé *L'échiquier syrien*, note « l'influence importante des wahhabites saoudiens sur les Frères musulmans de Syrie, qui sont instrumentalisés par eux. »

Pour la maison royale d'Arabie Saoudite, la question clé est d'opérer une scis-



sion sur l'axe Téhéran-Damas et le Hezbollah au Liban, pour affaiblir la résistance de ce dernier à la politique américaine et israélienne. C'est pourquoi, à propos de la Syrie, on trouve les Etats-Unis, Israël, la Jordanie et l'Arabie Saoudite avec le même objectif. »

## Quelle est la politique des grandes puissances ?

La Syrie, sous la domination du régime d'el-Assad, joue un rôle majeur dans la région depuis trente ans. Derrière les discours anti-impérialistes, il y a la réalité. Dès le début des années 1970, le régime syrien a réprimé brutalement les Palestiniens qui avaient trouvé refuge sur son territoire et propulsé la constitution de groupes palestiniens dissidents de l'OLP. En 1990, la Syrie a participé de la coalition contre l'Irak. Mis sur la liste noire des Etats-Unis, le régime syrien n'a cessé de chercher à rétablir de nouvelles relations avec les grandes puissances. Avec l'arrivée au pouvoir de Bachar el-Assad, une nouvelle situation s'est ouverte.

Le retrait des troupes syriennes du Liban en avril 2005 a permis à Bachar de rétablir les relations avec les Etats-Unis, la France et les autres puissances. Sarkozy et Bachar el-Assad se sont rencontrés pour inaugurer un nouveau « partenariat ».

Et à propos de la situation dans la région, notamment de la Palestine, Bachar el-Assad a déclaré : « Les Etats-Unis ont besoin de la Syrie. » C'est cette nouvelle réalité qui explique les réac-

tions très mesurées des Etats-Unis et de la France à l'égard de la sanglante répression en Syrie.

A l'inverse des manœuvres de l'impérialisme, dans la plupart des manifestations populaires, on voyait se regrouper largement toutes les composantes « ethniques » de la société syrienne.

Ces manifestations étaient marquées par des revendications d'unité de la Syrie contre la guerre civile.

Ce qui caractérise le plus aujourd'hui le mouvement du peuple syrien, c'est la peur de la guerre civile, la peur que ce pays devienne un nouvel Irak. N'oublions pas que l'Irak est à la frontière de la Syrie et qu'il y a un million de réfugiés irakiens en Syrie.

De plus, l'impérialisme est terrorisé par le risque que fait courir à l'ordre américain dans la région la mobilisation des masses syriennes. Le quotidien *La Tribune* (29 avril) indique les préoccupations de l'impérialisme : « Une telle déstabilisation politique et sociale aurait des conséquences importantes pour les pays frontaliers, Israël, mais aussi le Liban, l'Irak, la Jordanie et la Turquie. La véritable solution semble donc résider dans de véritables réformes politiques menées au sein même du pouvoir. » Il faudrait donc maintenir le régime en le « démocratisant ». Bref, la ligne de la « transition démocratique »... Si c'est encore possible.

Réalisé avec nos correspondants au Moyen-Orient ■

## REPÈRES

● **En 1918**, avec l'effondrement de l'empire ottoman, la Syrie accède à l'indépendance. Elle sera de courte durée.

● **En 1920**, les troupes françaises occupent la Syrie et se font accorder par la Société des Nations (l'ancêtre de l'ONU) un mandat sur ce pays. C'est à l'occasion de cette domination coloniale que la Syrie sera découpée. Prenant prétexte de la défense des chrétiens de la région du mont Liban, l'administration française constituera un nouveau pays, le Liban.

● **En 1946**, avec le soutien des Britanniques, contre la France, la Syrie obtient son indépendance. A partir de cette date, une série de coups d'Etat vont marquer l'histoire syrienne. Après la nationalisation du canal de Suez, en 1956, une tentative de République arabe unie avec l'Egypte, puis avec l'Irak, fera long feu.

● **1963** : un nouveau coup d'Etat voit des militaires issus du parti Baas (parti panarabiste teinté d'idéologie socialisante) prendre le pouvoir.

● **1970** : nouveau coup d'Etat d'un militaire, Hafez el-Assad, lui aussi issu du parti Baas (en Irak, Saddam Hussein, lui aussi issu du parti Baas, prendra le pouvoir). S'instaure un régime de parti unique et de répression.

● **En 2000**, à la mort de son père, Bachar el-Assad lui succède.

## ECLAIRAGE

### La population syrienne

Une majorité d'Arabes, mais aussi des minorités tcherkesse, kurde, druze, turcophone, grecque. Officiellement, 90 % de la population est musulmane et 10 % chrétienne. Parmi les musulmans, 78 % sont sunnites. Les 22 % restants sont des chiites, les Alaouites (tribu de la famille Assad), scission chiite, et des ismaéliens. Les chrétiens sont également répartis en plusieurs confessions : les Grecs orthodoxes, les Grecs catholiques, les Syriques, les Maronites, etc.

# “La deuxième mort de Ben Laden”

**D**ix ans après avoir désigné Ben Laden comme l'ennemi numéro 1, des « unités spéciales » américaines l'ont abattu dans sa coquette villa à 50 kilomètres de la capitale du Pakistan. Officiellement, la CIA avait localisé Ben Laden depuis neuf mois, mais ce n'est que la semaine dernière qu'Obama a donné l'ordre de « l'action ». Dans la presse, nombreux sont ceux qui s'interrogent sur les protections dont Ben Laden a bénéficié de la part des services du Pakistan, pays allié des Etats-Unis. On ne peut manquer à ce sujet de rappeler que Ben Laden était membre d'une grande famille des milieux d'affaires en Arabie Saoudite, qui, par exemple, contrôle 80 % de l'industrie du bâtiment dans ce pays. Lors des attentats du 11 septembre 2001, une délégation de la famille Ben Laden

était aux Etats-Unis pour négocier avec des groupes pétroliers américains dans lesquels le vice-président des Etats-Unis, Dick Cheney, et la famille Bush avaient des intérêts. L'un des derniers avions autorisés ce jour-là à quitter les Etats-Unis a été celui qui a ramené la famille Ben Laden en Arabie Saoudite. Quant à Ben Laden, élevé dans la doctrine wahhabite rigoureuse dominante en Arabie Saoudite, c'est étudiant qu'il se rapproche de la Confrérie des Frères musulmans (dont les branches en Egypte et en Syrie sont financées par l'Arabie Saoudite).

## BEN LADEN ET LES ETATS-UNIS : UNE RELATION COMPLEXE

Puis, en 1978, il est nommé par le chef des services secrets saoudiens responsable d'un réseau d'aide aux

« moudjahiddines » en Afghanistan, qui luttent contre les Soviétiques. Installé à la frontière Pakistan-Afghanistan pour les fournir en armes et en argent, il fonde Al-Qaida (la « base », en arabe) et travaille sous l'égide des services pakistanais et de la CIA. C'est la lutte commune contre « l'empire du mal » représenté par l'URSS, selon les termes du président Reagan. Après le départ des Soviétiques d'Afghanistan, Ben Laden poursuit son travail au compte des services saoudiens. Accueilli en héros à son retour en Arabie Saoudite, il se lance dans la défense d'une nouvelle cause, la lutte contre le « mécréant » Saddam Hussein. Quand celui-ci envahit le Koweït en août 1990, Ben Laden propose de rassembler sous la bannière d'Al-Qaida 100 000 hommes pour attaquer l'Irak. La famille régnante

saoudienne s'y oppose, préférant accueillir les armées américaines. Dès lors, Ben Laden appelle à la chute du régime saoudien, complice des Américains. Expulsé, il va au Soudan et il entame son périple qui le ramènera en Afghanistan sous contrôle de ses anciens amis, les talibans, et au Pakistan, où il connaît du monde, notamment dans les services spéciaux.

## LA SUITE DE L'HISTOIRE

La suite de l'histoire, c'est le jeu parallèle des services, des coups tordus, des attentats, puis de l'utilisation de la lutte contre Al-Qaida. C'est ainsi que le président Bush fait adopter le « Patriot Act » permettant de restreindre les libertés démocratiques et syndicales. Des grèves comme celle des dockers ou des rassemblements seront interdits.

La lutte contre le terrorisme sert à justifier les guerres en Afghanistan, en Irak, le soutien aux régimes de Ben Ali en Tunisie, à ceux de Kadhafi ou de Moubarak, « remparts de l'islamisme ». Mais la mobilisation des masses en Tunisie et en Egypte s'est faite non pas sous le drapeau de « l'islamisme », mais sous celui des revendications sociales et politiques contre l'impérialisme qui opprime et pille ces pays. « Dès lors que les peuples arabes se révoltent au nom de la démocratie et non de l'islamisme (...), Ben Laden était un moribond politique. C'est presque la deuxième mort du fondateur d'Al-Qaida qu'a annoncée Obama » (*Le Monde*, 3 mai). Mais cela ne va rien changer pour les populations afghanes et libyennes soumise aux bombardements, à la barbarie, au terrorisme.

Lucien Gauthier ■



## Chronique

## INTERNATIONALE

## Le président de la Banque mondiale en visite en Tunisie

## Correspondant

Trois jours de visite en Tunisie, du 2 au 4 mai, permettront à Robert B. Zoellick, le président de la Banque mondiale, de « déterminer en particulier quelle aide apporter à la Tunisie durant sa phase de transition politique, et de quelle manière les réformes économiques et de gouvernance peuvent créer des emplois et générer des opportunités ». C'est ainsi que le communiqué de la Banque mondiale présente la visite de son président en Tunisie, avant qu'il ne se rende au Maroc. Outre le gouvernement tunisien, M. Zoellick « rencontrera des représentants de la société civile dans ces deux pays pour discuter avec eux de la nouvelle importance attachée à la responsabilité sociale et du rôle que peut jouer la société civile en aidant les citoyens à faire entendre leur voix pour recueillir les fruits du développement économique et avoir accès à de meilleures opportunités », précise le communiqué. Néanmoins, les médias

**«La dette extérieure tunisienne avoisine les 50 milliards de dollars»**

officiels tunisiens n'ont pas fait écho de cette visite avant que le président de la Banque mondiale ne débarque en Tunisie.

La mobilisation contre la visite d'Hillary Clinton, le 18 mars, et l'annulation de sa conférence de presse ont probablement contraint le gouvernement tunisien à rester discret sur la visite du président de la Banque mondiale.

Cette visite intervient après que la Tunisie a payé, début avril, la somme de 450 millions d'euros — ce qui représente la plus forte échéance de remboursement de la dette de l'année — et l'octroi, le 15 avril, d'un prêt de 500 millions de dollars auprès de la Banque mondiale. Depuis le 14 janvier, plusieurs voix dénoncent cette « dette odieuse » et appellent à son annulation, sinon à sa suspension. La collaboration entre la Tunisie et la Banque mondiale remonte à 1963.

La Banque internationale pour la reconstruction et le développement a engagé en Tunisie jusqu'à la fin 2009 un montant cumulé de 5,5 milliards de dollars. La dette extérieure tunisienne avoisine les 50 milliards de dollars, dont les deux tiers sont générés par l'Etat. Depuis le 14 janvier, les gouvernements provisoires tunisiens ont tous été unanimes sur l'engagement de la Tunisie de payer sa dette et pour emprunter davantage !

## L'événement



Rassemblement des travailleurs en grève à Monastir, le 29 avril 2011.

Les travailleurs et la jeunesse sont en train d'imposer les dossiers qui doivent être mis à l'ordre du jour de la Constituante

# Grève générale à Monastir

## Correspondant

C'est depuis le 6 mars — au lendemain de la nomination du Premier ministre, Caïd Essebsi — que les employés, agents et cadres de l'aéroport international de Monastir sont mobilisés pour défendre leur outil de travail, l'aéroport international de Monastir, aéroport stratégique dont la capacité d'accueil est de quelques millions de passagers par an. Leur mobilisation, soutenue par l'UGTT, conduit le syndicat des transports à appeler à la grève des transports (avion, bus, métro, taxis) pour la journée du 29 avril. Grève qui s'étend rapidement aux villes de Sousse et de Sfax. Mais ce 29 avril, ce n'est plus seulement une grève des transports, c'est toute la ville de Monastir qui est en grève. Tous les secteurs d'activité se joignent à la grève déclenchée par le syndicat des transports (les écoles et les lycées, les banques, la Sonede, la société des eaux, la Steg, la société de l'électricité et du gaz, et tous les commerces de la ville). « La grève est réussie à 100 % », déclare Mouldi Jendoubi, membre du bureau exécutif de l'UGTT.

Durant cinquante-cinq jours, le gouvernement a gardé le silence, comptant sur le pourrissement de la situation et la lassitude des travailleurs. C'est seulement le 29 avril que le gouverneur répond aux manifestants massés devant la préfecture pour leur dire... que le gouvernement étudie la situation.

Mais de quelle situation s'agit-il ? Une simple affaire de privatisation de l'aéroport international de Monastir, c'est-à-dire sa concession à une société turque (TAV) — en même temps que le nouvel aéroport international d'Enfidha, future grande plaque tournante des transports internationaux aériens dans la région —, concession encadrée par un prêt octroyé par la Banque mondiale, pour la construction de ce nouvel aéroport ?

La revendication exprimée par les travailleurs de l'aéroport international de Monastir est clairement posée : « Annulation du contrat de concession et retour de l'aéroport sous la tutelle de l'Office de l'aviation civile. »

Les employés étant rejoints par toute la population, le mot d'ordre de toute la ville de Monastir est : « TAV dégage ! »

La grève générale de Monastir contre la privatisation de l'aéroport pose une revendication qui mûrit dans la classe ouvrière : la nationalisation de toutes les entreprises privatisées sous le règne de Ben Ali. C'est-

**«Rien n'a changé ! C'est le même théâtre, c'est le même gouvernement !»**

(Mot d'ordre de la manifestation du 1<sup>er</sup> Mai)

à-dire, et c'est l'évidence, la rupture du contrat d'association avec l'Union européenne, qui a ouvert les portes de l'économie nationale au pillage.

C'est la même question qui est posée par le comité populaire de protection de la révolution de Metlaoui, qui exige la nationalisation de la Compagnie des phosphates de Gafsa.

La classe ouvrière, les chômeurs, la jeunesse sont en train d'imposer les dossiers qui doivent être à l'ordre du jour de l'Assemblée constituante : le droit au travail, la nationalisation des biens de la nation, la rupture de l'accord d'association avec l'Union européenne et de tout accord de dépendance, le refus du paiement de la dette, la restitution des sommes pillées par Ben Ali et ses alliés.

Le meeting des diplômés chômeurs du 1<sup>er</sup> Mai appelle à la reconnaissance du travail comme un droit et à l'élection des chômeurs à l'Assemblée constituante.

Une chose est sûre : le gouvernement Caïd Essebsi tente par tous les moyens de faire refluer le mouvement de la révolution, afin de dicter le cadre de la démocratie de « transition » soutenue par ses partenaires européens, la Banque mondiale et le FMI. Mais la manifestation des travailleurs du 1<sup>er</sup> Mai le dit clairement : « Rien n'a changé ! C'est le même théâtre, c'est le même gouvernement ! »



Plusieurs incendies, deux morts et plus de huit cents évadés

## Que se passe-t-il dans les prisons tunisiennes ?

Correspondant

**L**e vendredi 29 avril, tôt le matin, un incendie se déclare dans la prison de Kasserine. Pompiers, armée et forces de l'ordre tardent à arriver. Les gardiens peinent à maîtriser la situation. Les prisonniers sont libérés. Cinq cent vingt-deux ont pu partir. Les autres ont refusé de jouer de cette libération et sont restés à la disposition de l'administration pénitentiaire. Un scénario semblable a eu lieu également dans les prisons de Mahdia, de Messadine et de Sfax (région du Sahel). Sans succès. A Gafsa, l'après-midi du même jour, ce sont quelque trois cent cinquante prisonniers qui se sont évadés après un incendie semblable à celui de la prison de Kasserine. Le lendemain, le 30 avril, c'était autour des huit cent cinquante prisonniers de la prison de Borj-el-Roumi, à Bizerte, de subir une grande vague de répression après la tentative de quelques prisonniers de forcer le portail de la prison ! Le 1<sup>er</sup> mai, deux prisonniers ont trouvé la mort dans l'incendie de la prison de Hawareb, à Kairouan. Ce n'est pas la première fois que la Tunisie est secouée par ce qui se passe dans les prisons. Au lendemain du 14 janvier, après la fuite de Ben Ali, un incendie a fait plus de soixante morts dans la prison de Monastir. D'autres prisons ont été évacuées sans trop de difficulté. Les 11 000 prisonniers de droit commun libérés après le 14 janvier ont contribué à créer une situation où l'insécurité devient la priorité du citoyen. Est-ce un hasard si les trois prisons de la région du Sahel subissent en même temps des tentatives d'évasion le jour où une grève générale du secteur du transport paralyse toute cette région (Sfax, Monastir, Sousse) et où une grève générale,



Des soldats tunisiens devant la porte de la prison de Kef, dans le nord de la Tunisie.

dans tous les secteurs, mobilise des milliers de travailleurs, à Monastir, pour exiger la réappropriation par l'Etat de l'aéroport international de Monastir ? Est-ce un hasard si plus de cinq cents prisonniers sont libérés de la prison de Kasserine le jour où une grande manifestation était prévue pour exiger le départ du secrétaire général de la préfecture et du premier sous-préfet, tous les deux considérés par les habitants comme des dignitaires corrompus de l'époque Ben Ali ? Est-ce un hasard si trois cent cinquante détenus sont libérés de la prison de Gafsa alors que des occupations, des grèves et des mobilisations ouvrières couvrent toute la région du bassin minier ? Ce scénario déjà vécu, qui avait donné au gouvernement Ghannouchi un prétexte pour imposer le retour à l'ordre sécuritaire et qui visait à criminaliser toute mobilisation des masses, intervient, cette fois, alors qu'il n'y a plus aucun doute sur le rôle contre-révolutionnaire du gouvernement Essebsi. ■

## Le 1<sup>er</sup> Mai en Egypte

### LES MÉDECINS DÉCIDENT LA GRÈVE

3 000 médecins ont envahi les rues du Caire à l'issue de leur assemblée générale où ils ont décidé de maintenir la grève prévue le 10 mai sur une série de revendications. Lors d'une réunion houleuse, l'assemblée générale du syndicat des médecins a décidé, le 1<sup>er</sup> mai, que ses membres feraient une journée de grève nationale le 10 mai, et menacé de lancer une grève illimitée à partir du 17 mai si leurs revendications n'étaient pas satisfaites. La rue Qasr El-Aini, où se trouvent les locaux du syndicat, s'est retrouvée bloquée du simple fait de l'arrivée des 3 000 médecins qui ont participé à l'assemblée ce jour : la grande salle du bâtiment ne peut accueillir que 500 personnes, et les autres ont dû s'installer dans les rues alentour. Les revendications des médecins portent sur leurs salaires, l'amélioration de la formation et des règles pour développer le nombre des médecins et des infirmiers, ainsi qu'une hausse de 15 % du budget de la santé.

### LES DIRIGEANTS DES SYNDICATS OFFICIELS CÉLÈBRENT LE 1<sup>ER</sup> MAI AVEC LES MINISTRES

Tandis que les syndicats indépendants manifestaient à Tahrir Square, la Fédération générale des syndicats a rendu honneur aux martyrs de la révolution lors d'une cérémonie organisée sous le haut patronage du maréchal Hussein Tantawy, chef du Conseil suprême des forces armées.

### LES TRAVAILLEURS ONT MANIFESTÉ DEVANT LE SIÈGE DU SYNDICAT OFFICIEL

Une manifestation a rassemblé environ 2 000 travailleurs devant les locaux de la

fédération des syndicats officiels pour des syndicats indépendants et l'instauration d'un salaire minimum. Les manifestants ont tenté de pénétrer dans les locaux, en exigeant que la fédération soit dissoute et son président chassé. Le « Mouvement ouvrier pour la réforme », organisateur de cette manifestation, a également exigé l'adoption d'une nouvelle loi du travail légalisant la formation des syndicats indépendants et établissant un salaire minimum et un salaire maximum. Les manifestants tenaient des banderoles dénonçant le président de la fédération et ont scandé : « Le peuple veut réformer la fédération ! » Les manifestants ont déclaré que ce rassemblement visait à « nettoyer le mouvement ouvrier et ses institutions », et à chasser ceux « qui avaient trahi les travailleurs, vendu les usines et forcé les salariés à partir à la retraite anticipée ».

### OCCUPATION D'USINE

Des centaines de travailleurs ont occupé l'usine égyptienne d'amidon et de glucose Torah, entreprise publique vendue au groupe Maricana en mars 2004. En avril 2010, la direction a annoncé qu'elle fermerait l'usine temporairement pour rénovation. En fait, les ouvriers ont vu l'usine être progressivement démantelée et ont été finalement licenciés au nom du développement du tourisme. Selon *Al-Ahram*, les travailleurs ont reçu en moyenne 100 dollars d'indemnisation, à peine de quoi faire vivre leurs familles, sans parler de la couverture des frais médicaux dus aux maladies contractées au travail. « Ce que nous voulons, c'est la remise en route de l'usine. » ■

## LETTRE DE CÔTE D'IVOIRE

## Alassane Ouattara, le "pacificateur"

**D**epuis qu'avec l'aide de l'armée française Laurent Gbagbo a été arrêté, le nouveau gouvernement s'est lancé dans une course effrénée à l'épuration, y compris dans son propre camp. Mercredi 27 avril, Ibrahim Coulibaly, allié d'Alassane Ouattara, chef de ce qui a été appelé le « commando invisible », a été liquidé par les « Forces républicaines de la Côte d'Ivoire », alliées elles aussi à Ouattara. Rappelons que ces forces sont encadrées par des officiers français de l'opération Licorne. Alassane Ouattara tente ainsi, avant son investiture le 21 mai, d'imposer sa domination. Un correspondant de l'Entente internationale des travailleurs et des peuples en Côte d'Ivoire nous écrit :

« A Abidjan, la vie reprend son cours très timidement, parce que la ville s'était vidée en grande partie de sa population aux premières heures de cette sale guerre. Les gens ont peur de revenir. Tous les prix ont augmenté et les marchés sont insuffisamment fournis. Des cadavres jonchent encore les rues ; les capacités d'accueil des morgues, quand il en existe, sont dépassées. La population est sous le choc et très traumatisée, car pour beaucoup cette guerre est un cauchemar sans précédent dans l'histoire récente de la Côte d'Ivoire. La guerre s'est accompagnée de destructions et de pillages à un niveau tel qu'on peut affirmer,



Des milices pro-Ouattara à l'œuvre dans les rues d'Abidjan, le 14 avril dernier.

sans grand risque de se tromper, que le pays est paralysé pour longtemps. A titre d'exemple, l'université d'Abobo-Adjamé a d'abord été transformée en base militaire. Des combats s'y sont déroulés, occasionnant des dégâts gigantesques suivis de pillages qui ont détruit tous les services. Les bureaux des enseignants, les labos (qui ne méritaient déjà pas ce nom) ont tous été saccagés. C'est à l'image de toute l'administration du pays. C'est une véritable guerre de destruction que l'impérialisme a imposée à la Côte d'Ivoire par l'intermédiaire de ses agents, Laurent Gbagbo et Alassane Ouattara. Il n'est d'ailleurs pas étonnant que, dès l'arrestation de Laurent Gbagbo, l'Union européenne, suivie en

cela par la France, ait décaissé immédiatement 180 et 400 millions d'euros pour le gouvernement d'Alassane Ouattara, qu'elles ont installé par la force. Laurent Gbagbo se préparait, lui, à installer un gouvernement autoritaire en cas de victoire à l'élection présidentielle. Sans cacher en même temps qu'il n'aurait pas été opposé à se réconcilier avec les puissances impérialistes. L'appel lancé au FMI par Alassane Ouattara dès sa prise de fonction confirme, si besoin était encore, son degré de soumission aux institutions de Bretton Woods. Sans compter que, pour son investiture du 21 mai 2011, il n'a pas hésité à inviter le pape, ce grand zéloteur de l'impérialisme. » ■

## ALGÉRIE

## Meeting de Louisa Hanoune à Tizi-Ouzou, en Kabylie, pour la promotion de la langue tamazight (1)

Mohamed Meziani

**L**a secrétaire générale du Parti des travailleurs, Louisa Hanoune, a animé un meeting populaire à la Maison de la culture Mouloud Mammeri, à Tizi-Ouzou, le jeudi 14 avril 2011, et cela à l'occasion du 31<sup>e</sup> anniversaire du printemps berbère et du 9<sup>e</sup> anniversaire (8 avril 2002) de la reconnaissance constitutionnelle de la langue tamazight comme langue nationale. Un millier de jeunes, dont beaucoup d'étudiants et de jeunes organisés dans le cadre du comité des préemplois, de syndicalistes, de retraités, de femmes travailleuses ont suivi attentivement durant près d'une heure et demie le discours politique de Louisa Hanoune, qui est revenue sur l'actualité politique nationale et internationale, et particulièrement sur les bouleversements historiques que connaissent plusieurs pays du Maghreb et du Machrek. Elle a rappelé que les initiateurs du mouvement en 1980 ont mis au centre de leur combat le caractère national et démocratique de la revendication amazigh et n'ont à aucun moment, comme le font certains aventuriers aujourd'hui, utilisé la question de la langue tamazight pour des objectifs séparatistes ou régionalistes. Elle a rappelé aussi que le Parti des travailleurs poursuit le combat pour que la question de tamazight soit réglée immédiatement, en reconnaissant tama-

zight comme langue officielle à côté de la langue arabe. Et qu'il faut que l'Etat mette tous les moyens nécessaires pour son développement. « Généraliser son enseignement sur tout le territoire national, créer une académie pour la promotion de la langue tamazight et un secrétariat d'Etat chargé de promouvoir la langue amazigh afin d'assurer son enseignement obligatoire sur tout le territoire national. » Abordant la situation politique nationale, la secrétaire générale du parti a mis l'accent sur la nécessité d'aller vers l'élection d'une Assemblée constituante souveraine, pour rompre avec le système de parti unique et répondre favorablement aux aspirations des travailleurs et des jeunes (droits et libertés) qui sont aujourd'hui exprimées quotidiennement dans des mobilisations extraordinaires et sans précédent depuis 1988. Elle a en outre insisté, en relation avec les mobilisations dans tous les secteurs (travailleurs, étudiants, gardes communaux, fonctionnaires, médecins résidents, chômeurs, etc.), sur les batailles que mènent les militants du Parti des travailleurs pour constituer des comités populaires, qui élaborent des cahiers de revendications et qui ouvrent la discussion sur le contenu de la Constitution. Une Constitution qui devra inscrire tous les droits démocratiques et sociaux, et opérer une

rupture définitive avec les politiques qui ont détruit une grande partie de l'économie nationale et qui ont généralisé la précarité. Elle a réitéré le soutien du PT à la mobilisation nationale des étudiants qui se battent contre le système LMD, un soutien salué par les centaines d'étudiants présents dans la salle.

(Extrait du n° 24 de *Fraternité*, organe du Parti des travailleurs d'Algérie)

(1) Le tamazight est la langue parlée par les populations berbérophones. Longtemps interdit de facto, le tamazight a été reconnu comme langue nationale. En avril 1980, une journée culturelle sur le tamazight a été férocement réprimée dans le sang par le régime du parti unique.



Pour vous procurer *Fraternité*, écrire à la rédaction, 87, rue du Faubourg-Saint-Denis, 75010 Paris.